

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°012 du Vendredi 07 Octobre 2022 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

Image du jour
Tiémoko Meyliet KONE a échangé avec Badanam PATOKI
• (Page 02)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Royaume-Uni

Liz Truss assume ses baisses d'impôts «controversées»

Malgré le désaveu des marchés, la Première ministre britannique a assumé jeudi les mesures prises par son gouvernement pour ... • (Page 08)

Europe

Les économies de gaz seront «cruciales» pour passer l'hiver

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), il est ... • (Page 08)



Classement Choiseul Africa 2022

Aftar Touré Morou, un togolais dans le Top 100



Entretien avec le ministre Kodjo ADEDZE

• (Page 05)

« La promotion de la consommation locale est un processus continu... »

Formation & networking

Proparco lance « l'african private equity fellowship »

Proparco lance un programme de formation et de networking inédit, dédié aux ... • (Page 02)

Togo /Agriculture

Stratégie pour une bonne production de la patate douce

La culture de la patate douce est intéressante pour sa rentabilité et les qualités nutritionnelles du tubercule selon ... • (Page 04)

Mini-réseaux solaires

Alimenter un demi-milliard de personnes d'ici 2030

Les mini-réseaux solaires peuvent fournir une électricité ininterrompue de haute qualité à près d'un demi-milliard de ... • (Page 06)

Afrique de l'Ouest

La CEDEAO ambitionne de valoriser le Capital Humain

Le choix a été porté sur Lomé par la Commission de la CEDEAO pour un cadre de travail ... • (Page 11)

L'économiste du Togo

Retrouvez toute l'actualité économique du Togo et d'ailleurs, disponible sur www.leconomistedutogo.tg



Formation & networking

Proparco lance « l'african private equity fellowship »

Proparco lance un programme de formation et de networking inédit, dédié aux investisseurs du continent. L'African Private Equity Fellowship propose ainsi à de jeunes professionnels talentueux de rencontrer leurs pairs et leurs aînés lors d'un "executive programme", avec la collaboration des principaux fonds du continent, de France Invest et du Campus AFD.

• Vivien ATAKPABEM

Le Fellowship inclut notamment des temps d'échange avec des investisseurs emblématiques (Amethis, AfricInvest, Adenia...), des partages d'études de cas, un MOOC, du mentorat et plus encore. Il réunira une cinquantaine de "Fellows" déjà actifs comme investisseurs sur le continent, désireux d'accélérer leur carrière, de monter en compétences et d'élargir leur réseau professionnel dans les métiers du Private Equity, du Private Credit ou du Venture Capital. La première promotion du Fellowship débutera en janvier 2023 et durera six mois, avec notamment un webinaire toutes les deux



semaines autour d'investisseurs ou d'experts. Les candidatures sont ouvertes dès à présent. "Il existe un réel besoin de formation dédiée à l'investissement en Afrique afin de permettre aux nouvelles générations d'investisseurs de gagner en connaissance, d'échanger entre eux et d'accélérer leur

carrière", indique Damien BRAUD, Head of Private Equity - Africa/Middle East at Proparco. Ce programme s'inscrit dans le cadre de l'initiative Choose Africa. Il est animé par Proparco, en partenariat avec le Campus AFD et France Invest. Pour postuler, suivez ce lien : <https://www.africanpefellowship.com>

Mois de l'amnistie

1507 armes légères incinérées au Togo

Au Togo, la Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération, la circulation et le trafic illicites des Armes Légères et de petit calibre (CNLPAL) a organisé, le 4 octobre 2022, au champ de tirs d'Agoè-Nyivé, une cérémonie de destruction de 1507 armes, dont la plupart sont de fabrication artisanale.

• Vivien ATAKPABEM

Lancé en 2017 par l'Union Africaine (UA), le mois de l'amnistie est célébré depuis lors, chaque année, par tous les États. Au Togo, cette célébration a reçu l'appui technique et financier des Nations Unies, de l'UA et du Centre régional sur les armes légères, basé à Nairobi (Ken-

ya), à travers le projet « Faire taire les armes » de l'UA. Au plan national, les activités ont débuté, le 7 septembre dernier, après le lancement officiel, deux jours plus tôt. En effet, l'opération de destruction de ces armes légères menée, hier sur le site du champ de tirs, dans la préfecture d'Agoè-Nyivé, a bouclé les activités consacrées à ce mois de l'amnistie au Togo,

au niveau opérationnel. Le dernier acte a été matérialisé, notamment, par la mise à feu de 1507 armes, constituées essentiellement de fusils de chasse, de pistolets artisanaux ou automatiques, qui ont été remis volontairement par des citoyens togolais ou saisies par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) du pays, dans le cadre de ce projet.

Image du jour



• Le Vice-Président de la République Tiémoko Meyliet KONE a échangé mardi dernier avec le Président du CREPMF Badanam PATOKI.

AUX DECIDEURS...

L'Afrique et la refonte des chaînes d'approvisionnement

À u cours des dernières années, les chaînes d'approvisionnement mondiales ont été tendues et perturbées par la pandémie de COVID, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la montée des tensions géopolitiques. Celles-ci ont commencé avec la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, puis se sont intensifiées après la guerre en Ukraine. En réponse aux retombées économiques et sécuritaires cumulatives qui en ont résulté, certains pays avancés intensifient désormais leurs efforts pour détourner leurs chaînes d'approvisionnement des pays qui ne partagent pas les mêmes idées et qui n'ont pas de valeurs communes.

Cette nouvelle stratégie de chaîne d'approvisionnement s'appelle « friend-shoring ». Les pays avancés créent des alliances entre amis qui, à leur tour, remodelent notre économie mondiale. Ces changements ont des implications négatives pour l'Afrique. Les approches de reconfiguration des chaînes d'approvisionnement qui se déroulent actuellement menacent d'accumuler davantage de tensions sur un continent déjà plombé par de multiples crises.

L'Afrique est perdante parce que la refonte actuelle des chaînes d'approvisionnement n'a pas pour but de déplacer le commerce, les investissements et les emplois vers les partenaires commerciaux africains. Cela a plutôt à voir avec les efforts déployés par l'UE et les États-Unis pour éviter que leurs chaînes d'approvisionnement ne soient perturbées pour des raisons géopolitiques par des partenaires moins fiables détenant une part de marché mondiale importante dans les matières premières, les produits de base et d'autres produits essentiels.

Des mesures peuvent être prises pour atténuer les effets économiques négatifs qui seront imposés à l'Afrique par cette réorientation de la chaîne d'approvisionnement. Il s'agit notamment de forger des alliances d'amitié solides et efficaces avec les économies avancées et de défendre le système commercial multilatéral fondé sur des règles. L'Afrique n'a rien à gagner de la refonte actuelle des chaînes d'approvisionnement. Cela s'explique par le fait que les initiatives américaines et européennes de soutien aux amis favorisent fortement les partenaires asiatiques et indo-pacifiques. Les gagnants de ces initiatives sont l'Indonésie, la Malaisie, le Vietnam et d'autres pays de l'Indo-Pacifique jugés dignes de confiance. Leurs économies bénéficieront de l'impulsion donnée aux échanges, aux usines de production, aux emplois et aux investissements. En outre, la délocalisation des amis menace également de saper l'initiative d'aide pour le commerce de l'Organisation mondiale du commerce. Celui-ci a été lancé en 2005 pour aider les pays en développement à réduire les coûts du commerce et à améliorer ainsi la compétitivité des exportations. Son importance n'a cessé d'augmenter au cours des années qui ont suivi son lancement. Lors de la réunion de l'OMC de cette année en juillet, les discussions sur l'Aide pour le commerce se sont concentrées sur l'aide à l'Afrique et aux autres pays en développement pour se redresser et construire un développement durable à long terme en soutenant les besoins prioritaires qu'ils avaient identifiés.

Ces besoins comprennent la facilitation des échanges, la connectivité numérique, la diversification des exportations, la connexion aux chaînes de valeur et l'autonomisation économique des femmes. Ils se sont également concentrés sur la manière dont le développement écologiquement durable peut contribuer à répondre à ces besoins prioritaires.

Reconfigurer les chaînes d'approvisionnement de manière à prêter exclusivement main forte aux manœuvres actuelles des États-Unis et de l'UE ne fera que rendre plus difficile pour l'Afrique de bénéficier du soutien de l'OMC dans ces domaines importants. Pour l'avenir, il y a au moins trois choses essentielles qui peuvent être faites pour atténuer les impacts négatifs sur l'Afrique.

Tout d'abord, des alliances efficaces entre amis devraient être incluses comme pièce maîtresse de la nouvelle stratégie américaine envers l'Afrique subsaharienne. Les décideurs politiques africains devraient exhorter fortement l'administration Biden à le faire et démontrer leur engagement à être des partenaires de confiance.

Deuxièmement, l'UE devrait également développer une stratégie efficace de « friend-shoring » avec des partenaires africains, même si elle pousse à l'expansion des chaînes d'approvisionnement intra-bloc. Là encore, il est primordial que les décideurs politiques africains prennent l'initiative et justifient l'importance d'établir une solide relation d'amitié avec l'UE.

Enfin, il est important de défendre le système commercial multilatéral fondé sur des règles pour s'assurer qu'il continue d'offrir des avantages aux pays en développement et aux pays les moins avancés, y compris ceux d'Afrique.

Elom Nomenyo

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Classement Choiseul Africa 2022

Aftar Touré Morou, un togolais dans le Top 100

Un jeune leader togolais figure dans le Top 100 du classement Choiseul Africa 2022 réalisé par l'Institut Choiseul et publié vendredi 30 septembre dernier. Il s'agit d'Aftar Touré Morou, actuel Directeur général de l'Autorité de régulation des marchés publics.

• Joël YANCLO

L'édition 2022 du classement des jeunes leaders africains de 40 ans et moins, qui jouent un rôle majeur dans le développement économique de l'Afrique dans un futur proche, est connue. Réalisée par l'Institut Choiseul, cette étude permet de dresser la liste des 100 premiers jeunes leaders africains qui se distinguent par leur parcours et compétence, image et réputation, pouvoir et fonction, potentiel et leadership ainsi que par leur influence et réseaux. Parmi les 100 de cette année, on retrouve un seul togolais. Il s'agit d'Aftar Touré Morou, Directeur général de l'Autorité de régulation des marchés publics. Il occupe également le poste de Secrétaire Général du Réseau Panafricain de la Commande Publique. Sa longue carrière dans le domaine public, l'a notamment amené à être Conseiller du ministre de l'Économie et

des Finances du Togo, mais aussi Économiste, expert en finances publiques et développement social pour le gouvernement togolais. Les pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) ont placé 22 jeunes leaders dans le Choiseul Top 100 Africa. On y retrouve 9 sénégalais, 5 ivoiriens, 3 béninois, 2 maliens, un Burkinabè, un Nigérien et un Togolais. Le Choiseul 100 Africa est une étude annuelle inédite réalisée par l'Institut Choiseul. Il identifie et classe les 200 jeunes dirigeants africains de 40 ans et moins appelés à jouer un rôle important dans le développement de l'Afrique dans un avenir proche. Dirigeants d'entreprises florissantes, entrepreneurs à succès, investisseurs et porteurs de projets innovants, etc., ils incarnent le dynamisme et le renouveau de tout un continent et portent les espoirs de toute une génération. Dans le cadre de la réalisation du Choiseul 100 Africa 2022,



l'Institut Choiseul a bénéficié du soutien d'entreprises partenaires telles que Chargeurs, Deloitte, Roland Ber-

ger et Vicat. Leur appui et leur confiance ont été essentiels à la concrétisation des travaux, ainsi qu'à la publication et à la diffusion de cette étude unique et inédite.

Les critères de sélection

Pour classer les profils sélectionnés, plusieurs critères pondérés ont été pris en compte tels que : image et réputation, parcours et compétences, pouvoir et fonction, influence et réseaux, potentiel et leadership. Le score total

obtenu dans les différentes catégories de critères détermine la position de chaque lauréat au classement final. Profils avec moins de 10 % dans l'une des catégories sont éliminés. Les 100 premiers sont classés de la 1ère à la 100ème place. Une deuxième liste révèle des profils classés entre la 101ème et la 200ème place dans trois catégories : trois étoiles, deux étoiles et une étoile. L'étude a été arrêtée le 31 août 2022 et aucune évolution de carrière n'a été prise en compte

après cette date.

À propos de l'Institut Choiseul

L'Institut Choiseul est un think tank indépendant dédié à l'analyse des questions stratégiques internationales et de la gouvernance économique mondiale. Basé à Paris, son ambition est d'offrir des espaces indépendants de dialogue au carrefour du monde politique et institutionnel, de la sphère économique et de celle des idées pour fertiliser les débats sur les grandes problématiques contemporaines. En organisant des événements de prestige et des rencontres informelles entre les principaux dirigeants à Paris, à Bruxelles, à Moscou ou en Afrique, en diffusant ses publications auprès des décideurs et des leaders d'opinion influents, l'Institut Choiseul nourrit continuellement les décisions des acteurs économiques et politiques. Identificateur de talents à travers notamment le Choiseul 100, le Choiseul 100 Africa, le Choiseul 100 Russia, le Choiseul Ville de demain, le Choiseul Sport & Business ou encore le Choiseul Hauts-de-France, l'Institut Choiseul contribue activement à l'émergence d'une jeune génération de dirigeants reconnus au niveau international.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimation

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Togo / Agriculture

Stratégie pour une bonne production de la patate douce

La culture de la patate douce est intéressante pour sa rentabilité et les qualités nutritionnelles du tubercule selon les experts agricoles. Au Togo, la patate douce se classe au quatrième rang des plantes à racines et tubercules cultivées après le manioc, l'igname et le taro. Avec un besoin en eau de 500 – 600 mm bien répartie sur la longueur du cycle de, toutes les zones du pays s'y prêtent à la culture.

● Nicole ESSO

Les bonnes pratiques de conduite de la culture vulgarisées par l'Institut de conseil et d'appui technique (ICAT) aux producteurs, sont les suivantes orientent vers un système de culture et choix de la semence à savoir, prévoir un système de rotation : Année 1 : Patate douce, Année 2 : soja, Année 3 : Maïs. Utiliser les variétés améliorées disponibles à cycle plus court (autour de 90 jours), plus productives (40 à 50 tonnes/ha) ; elles ont pour la plupart une chair orange, violette et sont plus nutritives (Apomodén) ; Prélever de préférence les boutures sur des lianes jeunes et saines. Couper les boutures de 20 à 30 cm ou comptant 4 à 6 nœuds et portant des feuilles si le sol est suffisamment humide ; s'il n'y a pas suffisamment d'humidité, il est conseillé d'éliminer les feuilles. Prévoir 33 333 boutures pour emblaver 1 ha. Préparation du sol et mise en place de la culture : Retenir un sol léger, modérément profond, bien drainé et riche en matières organiques. Il faut éviter les sols trop argileux, caillouteux, inondables, secs et de fortes pentes. Procéder au Labour profond suivi de billons ou confection des buttes. Selon l'ICAT, il faut enfouir au



labour 1-2 t/ha tous les ans ou 3-5 t/ha tous les deux (02) ans ou 7t/ha tous les trois (03) ans. Planter les boutures en adoptant le schéma de culture de 1 m x 0,3 m. Lors de la plantation, enfouir au moins 2 à 3 nœuds dans le sol. Les périodes de plantation sont de Mai – Juin pour la grande saison de pluie et Septembre pour la petite saison dans la Maritime et Juin – Juillet dans les autres régions.

Entretien de la culture

Procéder au sarclage 3 à 4 semaines après plantation. Deux à trois sarclages sont suffisants avant que la partie végétative ne couvre entièrement le sol. Remonter les billons au besoin à partir du 40ème jour de plantation ; cette opération assure un bon développement des racines tubérisées et la fermeture des fissures qui sont des portes d'entrées des charançons et

autres ravageurs. Le NPK 15-15-15 est recommandé à 300 kg/ha entre le 21ème et le 30ème jour après plantation juste après le premier sarclage. La cendre apporte du potassium à la plante.

Protection de la culture

Procéder au traitement fongicide /insecticide contre les champignons, les insectes piqueurs suceurs et les broyeurs. Récolte et activités post-récoltes : Récolter à maturité (jaunissement des feuilles). Le latex qui s'écoule des tubercules est aussi un indice de maturité ; il reste blanc et ne devient pas foncé après coupe de tubercule à maturité. Pour avoir des racines tubérisées fermes et moins chargées d'eau, on coupe les lianes au moins 7 à 10 jours avant la récolte ; ceci pour assurer une meilleure conservation. Eviter de blesser les racines tubérisées à la récolte, car les blessures favorisent les infections et accélèrent les pourritures. Conserver dans des caisses dans des endroits bien aérés. Institut de conseil et d'appui technique (ICAT) BP : 20 804 Lomé –Togo E. mail : icat1999@yahoo.fr. Division appui à la production végétale (00 228 90 31 07 92).



PIA

La commercialisation des vêtements « Made in Togo » pour janvier 2023

Les vêtements « Made in Togo », confectionnés sur le site de la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) seront commercialisés à partir de janvier 2023. Annonce faite par la société Togo Clothing Company (TCC), l'entreprise créée par le géant indien ITCRmg pour opérer sur le parc textile de la plateforme.

● Wilson LAWSON

Les productions, d'abord destinées au marché national et sous régional, seront, une fois les usines à plein régime, orientées vers les marchés européens, asiatiques ou américains. Ceci, grâce aux opportunités offertes au pays par l'AGOA, l'EBA, la Chine (via la suppression récente de la quasi-totalité des droits de douane), ou encore le Commonwealth auquel le pays a récemment adhéré. Sur le site, un demi-millier de jeunes togolais sont déjà employés, et seront rejoints d'ici la fin de l'année par 500 autres, indique le top management de TCC. Pour le Togo qui ambitionne de se positionner comme l'une des plaques tournantes régionales majeures de l'industrie textile, l'effectivité de la production est une bonne nouvelle. A terme, le pays espère générer annuellement plus de 20 milliards FCFA de recettes à l'exportation. En octobre



2021, PIA avait annoncé la création d'une unité de classe mondiale en vêtements au sein de son unité de zone industrielle nommée « Togo Clothing Company ». L'investissement total est d'une valeur de 35 millions USD et devrait générer une valeur d'exportation de 40 millions USD sur une base annuelle et 2 000 emplois directs. Togo Clothing Company (TCC), a été créée par ITCRmg, une entreprise qui a une solide expérience record dans la fabrication et le commerce de vêtements en tricot

et les acheteurs mondiaux tels qu'Ellesse, Beverly Hills Polo Club, Kappa, Louis Philippe et bien d'autres. TCC fera partie du parc textile durable de pointe de PIA qui fournira des services le long la chaîne de valeur du coton à partir de l'approvisionnement en coton traçable, des énergies renouvelables (y compris les panneaux solaires) et meilleure infrastructure logistique de sa catégorie. Une fois achevée, l'usine comprendra un total de 750 machines à tricoter rectilignes et devrait générer 2 000 emplois directs. TCC répondra aux normes sociales et environnementales les plus élevées et créera un changement de jeu modèle durable pour le textile en Afrique de l'Ouest. La compétitivité-prix de la production devrait être en ligne avec des concurrents internationaux tels que l'Inde, le Bangladesh, le Cambodge et la Chine.



Développement durable

Le Togo prépare un document sur son action climatique

Le Togo veut se doter d'un document sur son action climatique. Des acteurs nationaux sont réunis en atelier technique pour deux jours depuis ce mardi 04 octobre, pour plancher sur le document. Portant sur « L'action climatique, cas du Togo », le texte dont un premier jet est à l'étude durant ces travaux, retrace les différents niveaux d'engagement du pays dans la lutte contre les changements climatiques.

Suite à de récentes rencontres internationales, « on s'est dit qu'il était nécessaire que le pays puisse se doter d'un document qui retrace l'état des lieux de la lutte contre le changement clima-

tique et les actions menées. » indique Prof Komlan Alemawo, Juriste, Universitaire et Expert engagé sur le dossier. C'est dans ce contexte que « nous avons mis en place ce cadre de travail pour

élaborer un document. », ajoute-t-il. Dans le détail, « le draft a été proposé, il doit être étoffé avec un certain nombre d'éléments.

Avec Togo First

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
RÉSERVES DE CHANGE ZONE UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Entretien avec le ministre Kodjo ADEDZE

« La promotion de la consommation locale est un processus continu... »

Dans une interview réalisée dans le cadre du « Rendez-vous avec le Gouvernement », Monsieur Kodjo ADEDZE, Ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale a exposé les grandes initiatives du Gouvernement togolais pour promouvoir davantage le « Made In Togo » ainsi que les mesures additionnelles pour soutenir le pouvoir d'achat de la population notamment les subventions sur le gaz et les produits pétroliers.



1- Question d'actualité pour commencer. La rentrée scolaire, c'était ce lundi. On a entendu beaucoup de parents grincer les dents, ou se gratter la tête devant les étalages des fournitures scolaires, les prix des cahiers sont chers. Est-ce qu'un contrôle sur les prix des fournitures a été quand même effectué par vos services compétents ?

Permettez-moi au prime abord que je puisse, au nom du Gouvernement, réitérer nos souhaits de bonne rentrée scolaire 2022-2023 à nos enfants-élèves, au corps enseignant, et à nous-mêmes parents d'élèves.

Que la nouvelle année scolaire soit la plus paisible et sécurisée possible pour le bien de tous et surtout de nos enfants, relève de demain.

Le contexte actuel est difficile pour tous. Notre pays le Togo n'est pas épargné. Ayons tous du courage.

Il faut rappeler que le commerce au Togo est libéralisé, mais strictement encadré par la loi n°99-011 du 28 décembre 1999 portant organisation de la concurrence au Togo.

S'agissant des articles scolaires, en ce début d'année scolaire 2022-2023, le Gouvernement, dans sa logique d'encadrer les prix et d'éviter la spéculation, a tenu une séance de travail en amont avec les importateurs. Il était question de vérifier les marges de ceux-ci dans leur relation avec les grossistes et des grossistes avec les détaillants.

Cette démarche a permis à notre ministère d'identifier le niveau des prix pratiqués déjà sur toute l'étendue du territoire.

Dès l'annonce des dix mesures additionnelles en vue de l'atténuation de l'inflation, sous les hautes orientations du Chef de l'Etat, le Ministère dont nous avons la charge a plafonné les prix des articles scolaires préalablement relevés sur les marchés des différentes régions afin d'éviter toute spéculation.

Afin de renforcer les mesures de plafonnement, des contrôles inopinés et systématiques des inspecteurs et contrôleurs de commerce ont lieu sur toute l'étendue du territoire en vue de s'assurer du respect de ces prix.

Il est également mis à la disposition du public, le numéro vert « 8585 » pour dénoncer tout abus.

A ce jour, nous notons avec satisfaction des ventes en dessous des prix plafonnés sur certains points et tenons à féliciter les détaillants.

2- Face à l'inflation, au coût de la vie en général, le Chef de l'Etat a pris des mesures. Des annonces ont été faites. Beaucoup de togolais ont accordé une grande attention aux subventions sur le gaz et l'essence. Va-t-on acheter le gaz et le carburant moins chers dans les jours à venir puisque les mesures sont d'application immédiate ?

Qu'en est-il des rumeurs d'une éventuelle nouvelle augmentation ? Vous voudriez bien rassurer les Togolais que cela n'arrivera pas ?

La subvention des produits pétroliers et du gaz en faveur des consommateurs se poursuivra selon les mesures additionnelles annoncées le 16 septembre 2022 par le Gouvernement.

Il faut tout de même noter que pour une prévision de subvention de 7,8 milliards sur le carburant et de 1,6 milliard sur le gaz, inscrite au budget de l'année 2022, au 31 août déjà nous avons connu un dépassement pour s'établir à 41 milliards de FCFA sur le premier produit et de 5,4 milliard sur le second produit.

Les prix à l'international du pétrole et du gaz étant en hausse continue, doublés du coût du dollar qui s'établirait aujourd'hui à près de 700 FCFA, le Gouvernement a mis en place, en guise de sécurité et d'équilibre budgétaire, une dotation supplémentaire des lignes subvention gaz et pétrole afin de stabiliser les prix et faire face à toute éventuelle augmentation

au cours de l'année.

Ainsi donc pour l'instant, aucune augmentation n'est envisagée.

Enfin, nous rappelons que l'augmentation ou la baisse des prix des produits pétroliers et du gaz n'interviennent pas sur la base des rumeurs, mais par actes du Gouvernement.

A cet effet, les prix pratiqués actuellement se présentent dans les tableaux suivants :

1. Tableau des subventions unitaires des prix des produits pétroliers en FCFA

Produits	Prix réels par litre	Subvention des prix par litre	Prix à la pompe par litre
Super	1 158	458	700
Pétrole lampant	944	294	650
Gasoil	1002	152	850

2. Tableau des prix de vente subventionné du gaz butane au consommateur

Poids	Prix	Prix de vente réel sans subvention	Subvention de l'Etat	Prix de vente au consommateur subventionné
1 Kg		892	102	790
6 Kg		5 352	612	4 740
12.5 Kg		11 150	1 275	9 875

3- Comme alternative par exemple au coût du blé, les togolais commencent par produire du pain à base de produits locaux, soja, maïs, manioc. Comment est-ce que vous accompagnez ces initiatives ? Le pain va bientôt coûter moins cher ?

- La forte volonté politique de soutien à l'utilisation des farines locales panifiables dans la fabrication du pain avec l'engagement réaffirmé par Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE lors du deuxième Forum économique, tenu les 21 et 22 juin 2022 à Doha au Qatar ;

- La note circulaire NR 002/20/PM/CAB du 07 octobre 2020 signée par Madame le Premier Ministre relative à la promotion de la consommation locale ;

- Des accords de partenariat en cours de négociation afin d'encourager l'approvisionnement en pains produits à base de la farine locale panifiable ;

- L'adoption de l'arrêté interministériel n°159/19/MAPA/MC/MSHP/MCIDSPPCL du 1er octobre 2019 portant fixation du taux d'incorporation de farines de produits locaux dans la farine panifiable ;

- La formation de 500 boulangers et boulangères à la fabrication du pain à base des farines locales panifiables sur toute l'étendue du territoire nationale.

Toutes ces initiatives visent à rendre disponibles le pain et ses dérivés à tout moment et sur toute l'étendue du territoire national.

De même, l'utilisation accrue des farines locales panifiables va faire dépendre de moins en moins la fabrication du pain et de ses dérivés de la farine de blé. Nous pourrions alors nous attendre à la baisse du prix du pain.

4- Monsieur le Ministre, c'est un constat, les produits togolais ont une faible capacité de pénétration du marché. Qu'est-ce qui explique cette lenteur ?

Doit-on encore travailler plus sur la qualité, le prix ? Quelle solution pour booster la production locale ? Et où en sommes-nous avec le processus de mise en place d'un label qualité au Togo, indispensable à l'exportation des produits de notre pays ?

S'agissant des questions liées à la compétitivité et à la qualité, il faut dire que la haute autorité de la qualité et de l'environnement (HAUQE) est en train de travailler là-dessus sur nos instructions afin de promouvoir la compétitivité des entreprises togolaises et faciliter l'accès de nos produits aux marchés.

Par ailleurs, le processus de certification de 50 produits togolais est en cours actuellement par la HAUQE afin de mettre en place un label qualité national.

Il faut également rappeler que des produits notamment Kari Kari et Africube sont déjà sur le marché international. Nous travaillons pour que d'autres produits y soient également.

5- Le mois du consommer local, c'est dans quelques jours. Monsieur le Ministre, au regard de l'expérience de l'année dernière, avez-vous le sentiment que l'esprit « consommer local » habite le togolais ? Sinon, que faire pour vraiment encourager la consommation locale ?

La promotion de la consommation locale est un processus continu et progressif. Nous espérons pouvoir y arriver au regard des initiatives prévues par le Gouvernement en collaboration avec le Secteur privé surtout les TPME à cet effet.

Les conclusions des enquêtes réalisées soulignent une augmentation de 40% du chiffre d'affaires des promoteurs interrogés suite à la célébration des deux premières éditions du mois du consommer local.

Pour renforcer davantage la consommation des produits locaux les actions suivantes sont en cours de réalisation :

- la finalisation de la stratégie de la consommation locale
- la digitalisation du hall consommer local du ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale.

Suite à la page 9

Mini-réseaux solaires

Alimenter un demi-milliard de personnes d'ici 2030

Les mini-réseaux solaires peuvent fournir une électricité ininterrompue de haute qualité à près d'un demi-milliard de personnes dans des communautés non alimentées ou mal desservies et constituer une solution à moindre coût pour combler le déficit d'accès à l'énergie d'ici 2030.

● Wilson LAWSON

Mais pour réaliser le plein potentiel des mini-réseaux solaires, les gouvernements et l'industrie doivent travailler ensemble pour identifier systématiquement les opportunités des mini-réseaux, continuer à réduire les coûts et surmonter les obstacles au financement, selon un nouveau rapport de la Banque mondiale. Environ 733 millions de personnes – principalement en Afrique subsaharienne – n'ont toujours pas accès à l'électricité. Le rythme de l'électrification s'est ralenti ces dernières années, en raison des difficultés à atteindre les populations les plus reculées et les plus vulnérables, ainsi que des effets dévastateurs de la pandémie de COVID 19. Au rythme actuel des progrès, 670 millions de personnes resteront sans électricité d'ici 2030. « Aujourd'hui plus que jamais, les mini-réseaux solaires sont une solution essentielle pour combler le fossé de l'accès à l'énergie », a déclaré Riccardo Puliti, vice-président des infrastructures à la Banque mondiale. « La Banque mondiale a intensifié son soutien aux mini-réseaux dans le cadre de l'aide aux pays pour développer des programmes d'électrification complets. Avec 1,4 milliard de dollars dans 30 pays, nos engagements envers les mini-réseaux représentent environ un quart de l'investissement total dans les mini-réseaux par les secteurs public et privé dans nos pays clients. Pour réaliser le plein potentiel des mini-réseaux pour connecter un demi-milliard de personnes d'ici 2030, plusieurs actions sont nécessaires, telles que l'intégration des mini-réseaux dans



les plans nationaux d'électrification et la conception de solutions de financement adaptées aux profils de risque des projets de mini-réseaux. Le déploiement des mini-réseaux solaires a connu une accélération importante, passant d'environ 50 par pays et par an en 2018 à plus de 150 par pays et par an aujourd'hui, en particulier dans les pays où les taux d'accès à l'électricité sont les plus bas. Ceci est le résultat de la baisse des coûts des composants clés, de l'introduction de nouvelles solutions numériques, d'une cohorte importante et croissante de développeurs de mini-réseaux hautement compétents et d'économies d'échelle croissantes. Les mini-réseaux solaires sont devenus le moyen le moins coûteux d'apporter une électricité de haute qualité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 aux villes non connectées au réseau ou subissant des coupures de courant régulières. Le coût de l'électricité produite par les mini-réseaux solaires est passé de 0,55 \$/kWh en 2018 à 0,38 \$/kWh aujourd'hui. Les mini-réseaux solaires modernes fournissent désormais suffisamment d'électricité pour les appareils électriques qui changent la vie, tels que les réfrigérateurs, les soudeuses, les fraiseuses ou les véhicules électriques. Les opérateurs de mini-réseaux peuvent gérer leurs systèmes

à distance et les compteurs intelligents payants permettent aux clients de payer lorsqu'ils utilisent l'électricité. Connecter 490 millions de personnes à des mini-réseaux solaires permettrait d'éviter 1,2 milliard de tonnes d'émissions de CO₂.

Construction de plus de 217 000 mini-réseaux

Une accélération supplémentaire est toutefois nécessaire pour atteindre l'objectif de développement durable 7 (ODD7). Alimenter 490 millions de personnes d'ici 2030 nécessitera la construction de plus de 217 000 mini-réseaux pour un coût cumulé de 127 milliards de dollars. Au rythme actuel, seuls 44 800 nouveaux mini-réseaux desservant 80 millions de personnes seront construits d'ici 2030 pour un coût d'investissement total de 37 milliards de dollars. Produit par le Programme d'assistance à la gestion du secteur de l'énergie (ESMAP) de la Banque mondiale, le nouveau livre, Mini Grids for Half a Billion people : Market Outlook and Handbook for Decision Makers, identifie cinq moteurs du marché pour mettre le secteur des mini-réseaux sur une trajectoire pour atteindre le plein potentiel de marché et électrification universelle.

Avec Agence Ecofin

Solaire

Le pétrolier Shell rachète le fournisseur d'énergie Daystar

La compagnie pétrolière anglo-néerlandaise Shell rachète Daystar Power détenue majoritairement par des investisseurs danois. En Afrique de l'Ouest, Daystar fournit de l'énergie solaire pour les clients commerciaux et industriels (C&I).

Shell augmente ses investissements dans les énergies renouvelables en Afrique. La compagnie pétrolière basée à Londres au Royaume uni rachète toutes les actions de Daystar Power, une entreprise basée à Lagos au Nigeria, et spécialisée dans le financement et la construction de centrale solaire photovoltaïques pour les clients commerciaux et industriels (C&I). Jusqu'ici, l'entreprise était détenue majoritairement par un consortium d'investisseurs dirigé par le Fonds d'investissement pour les pays en développement (IFU) du Danemark. L'IFU a investi dans Daystar Power par le biais du Fonds d'investissement danois pour les ODD (objectifs de développement durable). Ce mécanisme est un partenariat public-privé (PPP) visant la réalisation des 17 ODD des Nations unies en offrant du conseil et du capital-risque pour des projets soutenant le développement dans des secteurs stratégiques dans les pays en développement. Il s'agit notamment du climat, de l'agroalimentaire et de l'alimentation, du secteur financier, de l'eau ainsi que de la production et des infrastructures.

L'expansion dans le Entreprises

Starsight et SolarAfrica fusionnent pour fournir du solaire

Les fournisseurs d'énergie solaire Starsight Energy et SolarAfrica annoncent leur fusion. Dans la foulée, les deux entreprises obtiennent 1,25 milliard de rands sud-africains (69,5 millions de dollars) de l'African Infrastructure Investment Managers (AIIM) pour fournir de l'énergie solaire aux clients commerciaux et industriels (C&I).



L'union fait la force. Starsight Energy et SolarAfrica comptent bien le prouver. Les deux entreprises spécialisées dans la fourniture d'énergie solaire aux clients commerciaux et industriels (C&I) ont décidé de fusionner pour accélérer leur expansion en Afrique australe, en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est. L'alliance Starsight



reste de l'Afrique

Daystar Power qui est au cœur de la transaction entre Shell et l'IFU est active principalement en Afrique de l'Ouest, notamment au Nigeria et au Ghana où l'entreprise a déjà installé des systèmes solaires sur 300 sites. Avec son acquisition par Shell, la société veut étendre ses activités dans d'autres parties du continent africain où les besoins en électricité des entreprises restent importants. « Nous avons constaté que la demande d'énergie solaire est en plein essor sur les marchés africains où nous sommes présents. Cela s'est reflété dans notre croissance : nous sommes en passe d'augmenter notre capacité solaire installée de 135 % en 2022 », annonce Jasper Graf von Hardenberg, PDG et cofondateur de Daystar Power. Cette acquisition par Shell entre dans sa stratégie, et celle de certains grands

groupes pétroliers visant à diversifier leurs activités en investissant dans les énergies renouvelables. C'est également le cas du géant français TotalEnergies, qui à travers sa filiale Total Eren investit massivement dans des parcs solaires et éoliens en Afrique et veut se lancer dans le développement de l'industrie naissante de l'hydrogène vert. Shell n'est pas pour autant à son premier investissement dans les énergies renouvelables. La compagnie possède notamment All On Partnerships for Energy Access. Cette société d'investissement active au Nigeria finance le déploiement des énergies renouvelables. All On fait ainsi partie des principaux partenaires financiers de l'ambitieux projet d'électrification du Niger (NEP) dont la stratégie est basée sur les systèmes solaires autonomes.

Avec afrik21

Niger

Global Atomic engage deux cabinets d'ingénierie sur le projet d'uranium Dasa

En juin 2022, Global Atomic a conclu un accord pour approvisionner un acheteur nord-américain en uranium provenant de son projet Dasa au Niger, dès 2025. Respecter les délais de construction est donc une priorité pour la société, si elle tient à honorer cet engagement.

Le canadien Lycopodium Minerals et l'indien Development Consultants Private Limited ont obtenu le contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de gestion de la construction (EPCM) pour la future mine d'uranium Dasa au Niger. C'est l'annonce faite le mercredi 28 septembre par le propriétaire canadien

du projet, Global Atomic qui précise que ces deux cabinets travailleront essentiellement sur l'usine de traitement. « Le début de la phase EPCM est notre prochaine étape importante pour rester dans les temps et devenir l'une des plus récentes sociétés de production d'uranium au monde », a estimé Stephen G. Roman, PDG de la

compagnie, qui compte sur l'expérience des deux sociétés engagées pour obtenir les résultats dans les délais. Il faut en effet rappeler que Global Atomic a conclu en juin dernier un accord avec une importante société nord-américaine de service public pour livrer de l'uranium extrait à Dasa dès 2025.

Avec Agence Ecofin

Energy/SolarAfrica compte ainsi s'imposer dans le segment C&I, dans un contexte mondial marqué par une crise énergétique engendrée par les sanctions contre la Russie après l'invasion de l'Ukraine. Pourtant, dans plusieurs pays africains, surtout au sud du Sahara, les entreprises utilisent les combustibles fossiles comme alternatives face aux déles-

tages. Avec la flambée des prix de l'énergie, les entreprises devraient davantage se tourner vers le solaire, plus facile à installer et à exploiter. Et c'est ce que proposent les deux entreprises. Fondée en 2015, Starsight Energy est basée à Lagos au Nigeria où elle installe des centrales solaires au sol et en toiture pour les entreprises.

Avec afrik21

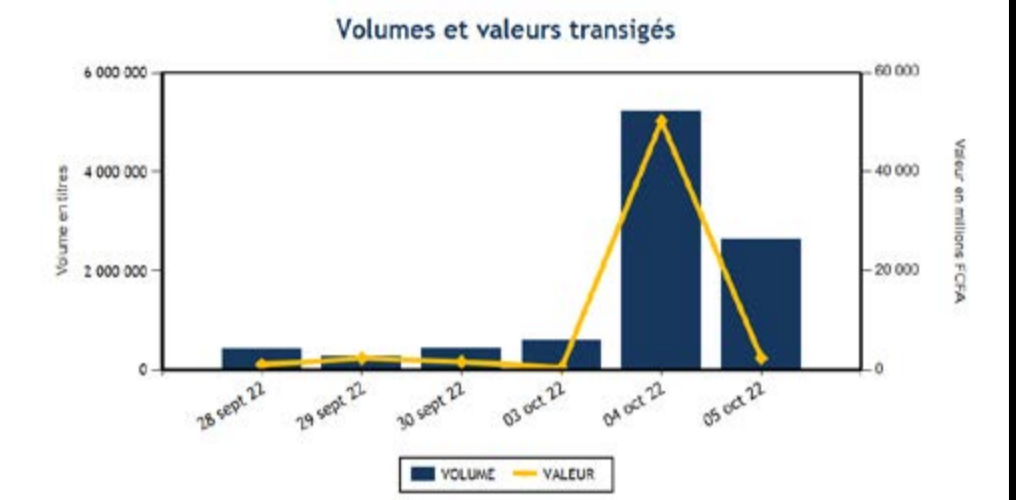
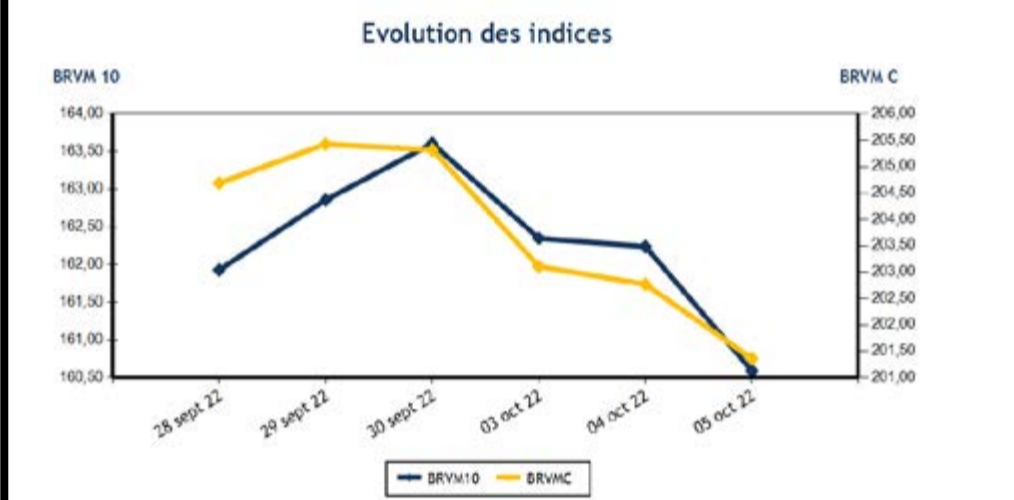
BRVM 10	160,59
Variation Jour	↓ -1,02 %
Variation annuelle	↑ 4,61 %



BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 191 mercredi 5 octobre 2022 Site : www.brvm.org

BRVM Composite	201,36
Variation Jour	↓ -0,70 %
Variation annuelle	↓ -0,45 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 061 261 075 471	-0,70 %
Volume échangé (Actions & Droits)	2 436 903	1 099,90 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	408 090 980	41,92 %
Nombre de titres transigés	43	2,38 %
Nombre de titres en hausse	16	77,78 %
Nombre de titres en baisse	21	-8,70 %
Nombre de titres inchangés	6	-40,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 489 225 495 740	0,01 %
Volume échangé	201 525	-95,97 %
Valeur transigée (FCFA)	2 005 377 262	-95,98 %
Nombre de titres transigés	7	-12,50 %
Nombre de titres en hausse	2	-60,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	5	

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	6 885	7,49 %	-0,22 %
BERNABE CI (BNBC)	2 235	7,45 %	2,76 %
SICOR CI (SICC)	6 900	7,39 %	34,77 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	895	7,19 %	0,00 %
SICABLE CI (CABC)	1 100	4,76 %	8,37 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	650	-6,47 %	4,00 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	825	-4,62 %	-4,07 %
BOLLORE (SDSC)	1 750	-2,78 %	-31,91 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 490	-2,39 %	12,67 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	4 400	-2,22 %	-24,85 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	102,75	-0,09 %	-6,68 %	4 212	13 411 075	26,55
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	463,68	-1,47 %	3,30 %	19 154	97 664 140	9,11
BRVM - FINANCES	15	76,17	-0,73 %	-1,24 %	2 383 931	172 370 140	7,46
BRVM - TRANSPORT	2	426,43	-2,72 %	-31,46 %	8 446	14 339 750	6,83
BRVM - AGRICULTURE	5	297,43	1,00 %	22,24 %	17 857	105 065 670	5,90
BRVM - DISTRIBUTION	7	363,87	0,52 %	-10,69 %	3 190	5 079 745	27,83
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 752,11	0,00 %	94,52 %	113	160 460	17,05
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-


Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,95	
Taux de rendement moyen du marché	7,39	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,07	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	107	
Volume moyen annuel par séance	1 085 971,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	2 016 995 355,80	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	31,88	
Ratio moyen de satisfaction	30,99	
Ratio moyen de tendance	97,23	
Ratio moyen de couverture	102,85	
Taux de rotation moyen du marché	0,23	
Prime de risque du marché	6,67	
Nombre de SGI participantes	28	


Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)


Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat




BENIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle, Cotonou
Tél : (229) 21 31 23 26
Fax : (229) 21 31 23 27




BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
de Ouagadougou
BP 1010 Ouagadougou 01
Tél : (229) 25 30 87 73
Fax : (229) 25 30 87 18




CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Palais, 18 Avenue Joseph Anoma
CI BP 2602 Abidjan 01
Tél : (229) 20 31 51 51
Fax : (229) 20 32 47 77




REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Commerce
Extérieur
BP 99 Bangui
Tél : (249) 508 16 52 Fax : (249) 508 16 63




MALI
Innovative SECURITE AD 2000 Bamako
B.P. 1286 - Bamako
Tél : (229) 44 80 18 18
Fax : (229) 44 80 18 11



NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture
de Niamey
BP 10 268 Niamey
Tél : (227) 20 13 88 83
Fax : (227) 20 13 88 87



BENIN
T. rue Jean Monnet
BP 8000 Cotonou - Bénin
Tél : (229) 21 31 15 18
Fax : (229) 21 31 15 08



TOGO
4881, Boulevard O. GNANZONGBE Ewekpoli,
Lomé
Tél : (228) 22 44 25 16
Fax : (228) 22 25 21 41

Royaume-Uni

Liz Truss assume ses baisses d'impôts «controversées»

Malgré le désaveu des marchés, la Première ministre britannique a assumé jeudi les mesures prises par son gouvernement pour soutenir l'économie.

À peine trois semaines après son arrivée à Downing Street, la Première ministre Liz Truss se trouve déjà dans la tourmente, accumulant mauvais sondages et sanction des marchés financiers. Alors que les critiques montent au sein même de sa majorité, l'ultralibérale dirigeante est sortie de plusieurs jours de silence pour défendre le plan qui a provoqué la tempête vendredi, comprenant aides aux ménages face à la flambée des prix et réduction tous azimuts des taxes favorisant les plus riches, le tout financé par la dette. «Nous devons mener une action décisive pour aider les gens pour cet hiver et le suivant. (...) Nous devons prendre des mesures urgentes pour faire croître notre économie, faire avancer la Grande-Bretagne, et aussi faire face à l'inflation», a déclaré Liz Truss sur la BBC. «Cela veut dire prendre des décisions difficiles et controversées, mais je suis prête à le faire en tant que Première ministre», a-t-elle ajouté.

Le FMI critique

Évaluées par les économistes à un montant de 100 à 200 milliards de livres, mais dont le financement et l'impact restent flous et non chiffrés par le gouvernement, elles ont semé le trouble sur les marchés et provoqué un avertissement exceptionnel du Fonds monétaire international qui a demandé explicitement à Londres de rectifier le tir. Critiquant des mesures «non financées» risquées dans un contexte de forte inflation, le FMI a demandé à Londres de revenir notam-



ment sur les mesures concernant les revenus les plus élevés, qui risquent «d'accroître les inégalités» déjà élevées au Royaume-Uni. Signal de la défiance des investisseurs pour les actifs britanniques, la livre sterling a plongé à un plus bas historique, à 1,0350 dollar lundi, et n'a que peu remonté depuis. La livre est repartie à la baisse jeudi face au dollar. Les taux d'intérêt auxquels l'État britannique s'endette ont flambé. Pour tenter de calmer la tempête, la Banque centrale a été contrainte d'intervenir sur les marchés, deux jours après avoir assuré qu'elle n'agirait pas avant sa prochaine réunion début novembre, invoquant des «risques réels pour la stabilité financière».

Déjà en récession

«Bien sûr, il y a beaucoup de gens avec beaucoup d'opinions différentes. Mais je pense que personne ne conteste le fait que nous devons prendre des mesures pour faire face à une situation économique très, très difficile», a insisté Liz Truss. La dirigeante a invoqué un niveau d'imposition au plus haut depuis 70 ans et la conjoncture internationale avec l'invasion russe de

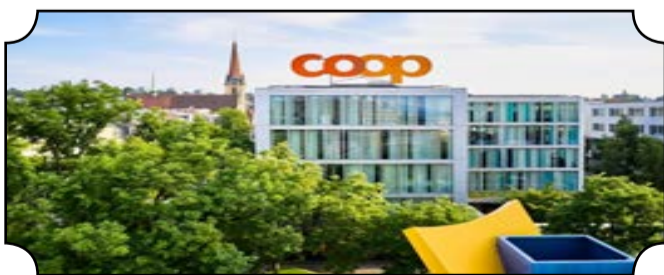
l'Ukraine qui a fait flamber les prix de l'énergie et provoqué une poussée d'inflation. Le Royaume-Uni, qui connaît le taux d'inflation le plus élevé du G7 à près de 10%, est déjà en récession selon la Banque d'Angleterre. L'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, a lui aussi critiqué les mesures du gouvernement sur la BBC jeudi, mettant en avant que le plan a provoqué un revirement «spectaculaire» sur les marchés financiers. «Malheureusement, le fait d'avoir un budget partiel, dans ces circonstances – économie mondiale difficile, position difficile sur les marchés financiers, travail à contre-courant avec la Banque – a conduit à des mouvements assez spectaculaires sur les marchés financiers», a-t-il dit. Silencieux jusqu'à présent, le ministre des Finances Kwasi Kwarteng a simplement promis des mesures budgétaires plus détaillées en novembre mais face à l'ampleur de la crise, les appels se multiplient dans la classe politique pour rappeler immédiatement les députés à Westminster.

Hausse des prix

Coop préfère se passer de certains produits phares

Le groupe américain Mars veut augmenter le prix de plusieurs de ses produits. Coop n'est pas d'accord et le fait savoir en retirant une dizaine de produits de son assortiment.

Le groupe alimentaire américain Mars veut augmenter le prix de ses produits distribués chez Coop. Le grand distributeur a affirmé son désaccord avec cette politique, et a décidé de retirer durablement de son assortiment divers produits des marques Ben's Original, Balisto et Crave (nourriture pour chien), selon le magazine «Coopération». Les produits sont disponibles tant qu'ils sont en stock, précise-t-elle. Comme alternatives, Coop propose des produits de ses propres lignes bio, qui seraient moins chers que les offres de Mars, se défend l'entreprise. L'ampleur de la



hausse envisagée par Mars n'est pas connue selon «20 Minuten». Mais, les relations commerciales avec des partenaires comme Coop sont «très appréciées», a déclaré une porte-parole de la marque américaine. Contactée, la Migros affirme que de son côté, il n'est «pas prévu pour l'instant de retirer les produits Mars». En 2019, Coop

et Mars s'étaient déjà disputés au sujet de certains prix. Pendant environ deux mois, certains produits du groupe Mars, dont M&M's, Uncle Ben's et Sugus, n'étaient pas disponibles dans les magasins Coop. Finalement, un accord avait pu être trouvé.

(fur/jba)

Paysage audiovisuel français

Bertelsmann contraint de conserver M6

Contraint par la réglementation française, le géant allemand des médias Bertelsmann a finalement choisi la prudence en renonçant pour la seconde fois en un mois à céder le contrôle du groupe français de télévision et de radio M6, dont il devrait conserver la chaîne pour les cinq prochaines années. Son dirigeant Thomas Rabe a expliqué lundi ce revirement par «les risques légaux et les incertitudes» liés à l'autorisation de la vente de la part des différentes autorités de régulations et de la concurrence.

Suivant une stratégie de repli sur les marchés nationaux, le groupe Bertelsmann cherchait depuis près de deux ans un repreneur pour sa participation de 48,3% dans le groupe M6 (éditeur des chaînes M6, W9, 6ter, Gulli et Paris Première et des radios RTL, RTL2 et Fun Radio), qu'il détient via le groupe RTL. Il avait d'abord choisi l'alliance avec le groupe Bouygues, propriétaire de la chaîne concurrente TF1, et plaidé pendant des mois pour la création d'un champion français de la télévision capable de s'opposer aux plateformes internationales de streaming (Netflix, Disney ou Amazon). Mais mi-septembre, face aux réticences de l'Autorité française de la concurrence d'autoriser l'opération, les deux groupes avaient préféré abandonner leur projet.

Plan B

Depuis, alors que TF1 rebondissait en changeant de patron, il devenait urgent pour l'actionnaire de M6 de lancer un «plan B». L'autorisation de diffusion de la chaîne sur la TNT doit être renouvelée en mai 2023 par le régulateur de l'audiovisuel, l'Arcom, après quoi tout changement



de contrôle de la fréquence sera impossible pendant cinq ans, comme le prévoit la loi. Interrogés par des sénateurs, les présidents de l'Arcom et de l'Autorité de la concurrence n'avaient laissé espérer aucun report de cette date fatidique, en soulignant les délais nécessaires pour évaluer une telle opération.

Trois repreneurs

Pourtant, «plusieurs offres financièrement attractives» avaient été reçues, a indiqué RTL dans son communiqué, et trois repreneurs avaient déposé jeudi des offres engageantes. Celle provenant du producteur français Stéphane Courbit (Banijay), allié à Rodolphe Saadé, le patron du géant du transport maritime CMA-CGM, valorisait la participation de Bertelsmann autour de 1,2 milliard

d'euros, mais aurait pu faire monter au créneau les producteurs français. Une autre offre issue du milliardaire Xavier Niel (groupe Iliad), associé pour l'occasion avec la famille Berlusconi (groupe MediaForEurope), avait largement été décriée dans le milieu des médias, l'ex-dirigeant italien étant lié à l'extrême-droite au pouvoir et mêlé au fiasco de la chaîne la Cinq en France dans les années 1990. La troisième proposition était signée du Tchèque Daniel Kretinsky, propriétaire du groupe de presse CMI France (Elle, Marianne), et également actionnaire du Monde et de TF1. Potentiellement plus simple sur le plan concurrentiel, elle était aussi la moins-disante, selon plusieurs sources.

(AFP)

Europe

Les économies de gaz seront «cruciales» pour passer l'hiver

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), il est primordial que l'Europe observe des mesures d'économie pour «maintenir les stocks à des niveaux adéquats jusqu'à la fin de la saison de chauffage».

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) tire la sonnette d'alarme. Les mesures d'économie de gaz en Europe seront «cruciales» cet hiver pour maintenir les stocks à des niveaux suffisants en cas de coupure totale du gaz russe et de «vague de froid tardive», souligne-t-elle dans son rapport trimestriel. Le tarissement du gaz russe, en réponse aux sanctions frappant Moscou, depuis l'invasion de l'Ukraine, a fait exploser les prix sur les marchés mondiaux et conduit les Européens à s'approvisionner auprès d'autres sources. Ils importent massivement du gaz naturel liquéfié (GNL), notamment américain, et du gaz norvégien. Grâce à cette stratégie de diversification, «les stocks de gaz étaient pleins à presque 90% à fin septembre», a indiqué l'AIE.

Mais elle met en garde l'Europe sur les conséquences, dès cet hiver et l'année prochaine, d'une éventuelle coupure totale du gaz russe. Dans son rapport, l'agence a ainsi établi des projections hivernales pour ces stocks «dans l'hypothèse d'un arrêt complet de l'approvisionnement russe à partir du 1er novembre», et en fonction des apports en GNL, une ressource qui fait désormais l'objet d'une «compétition mondiale».

Risque de rupture d'approvisionnement «Sans réduction de la demande de gaz et si l'approvisionnement russe est complètement coupé, les stockages seraient remplis à moins de 20% en février, en supposant un niveau élevé d'approvisionnement en GNL» et «à près de 5% en cas de

faible approvisionnement en GNL», prévient l'AIE. Une fonte des stocks à de tels niveaux «augmenterait le risque de rupture d'approvisionnement en cas de vague de froid tardive», insiste l'agence. Pour conjurer ce scénario, l'AIE estime donc que l'Europe devra observer des mesures d'économie «cruciales» pour «maintenir les stocks à des niveaux adéquats jusqu'à la fin de la saison de chauffage». Selon ses projections, une réduction pendant l'hiver de la demande européenne de gaz de l'ordre de 9% par rapport à la moyenne des cinq dernières années, «serait nécessaire pour maintenir ces niveaux de stock au-dessus de 25%» en cas d'afflux de GNL plus faibles.

(AFP)

Suite de la page 5

Pour y arriver, il faut une profonde prise de conscience et un changement de paradigme de tous les citoyens togolais.

6- Des acquis à capitaliser pour cette nouvelle édition ?

R6 : Ces acquis peuvent s'articuler autour des points suivants :

- la notion de consommation locale est en marche mais des défis restent à relever ;
- nous saluons la réforme institutionnelle du ministère avec la création et l'opérationnalisation de la direction dédiée à la consommation locale ;
- la volonté politique de promouvoir davantage la consommation locale.

7- D'aucuns disent que consommer togolais, ce n'est pas que de produits, ça doit aller aussi à la valorisation des compétences nationales. Qu'en pensez-vous ?

Absolument. Le consommer local est une notion qui concerne non seulement les biens, mais aussi les services.

La notion du consommer local devra être comprise de façon holistique.

Il faut noter que le Gouvernement s'active à la valorisation des compétences locales. C'est ainsi que l'application « Nam Asia » qui est une plateforme de communication sur les prix plafonnés par le Gouvernement de même que la plateforme digitalisée du hall consommer local pour renforcer la visibilité des produits Made In Togo et offrir la possibilité de passer des commandes, payer en ligne et de se faire livrer, sont des applications conçues par nos compatriotes.

C'est dire que la consommation locale ne concerne pas que les biens mais aussi les services.

8- Parlons, Monsieur le Ministre de l'industrialisation.

PIA vient de mettre sur le marché les 1ers produits textiles, jean, t-shirt. Quelle appréciation faites-vous de ces produits ?

Ces t-shirts, jean et autres sont produits à base du coton togolais, est-ce que le Togo va continuer par exporter son coton ou vous avez pensé déjà à une transformation à grande échelle ici chez nous ?

Le centre de formation en métiers du textile et de l'habillement a démarré.

1000 de nos jeunes sont actuellement en formation dans ce centre qui participe à ce que nous appelons le « perfectionnement actif ».

Il s'agit de la transformation des tissus importés dans une première phase en vêtements dont les premiers articles sont déjà visibles mais non encore mis sur le marché.

Il faut noter que le Gouvernement en collaboration avec PIA entend créer une véritable chaîne de valeurs complète sur le secteur coton intégrant la filature, le tissage et la confec-

tion.

La formation de ces jeunes est une bonne anticipation pour le renforcement de capacités de nos jeunes dans le cadre de la mise en œuvre d'une industrie de textile et de l'habillement dans notre pays.

9- De PIA sortent déjà aussi de motos électriques visibles en ville, des scooters verts. Est-ce que c'est une solution, du moins une alternative au carburant ?

La mise des motos électriques sur le marché s'inscrit dans la volonté du Gouvernement de contribuer à la protection de l'environnement.

Le Gouvernement veut faire sa part en accordant des autorisations aux investisseurs de ce secteur en vue de donner une place de choix à l'industrie de l'automobile verte.

10- Quel message pour les togolais en ce temps de vie chère ?

J'invite les togolaises et togolais que nous sommes à soutenir les initiatives du Gouvernement en adhérant massivement aux mesures d'atténuation de l'inflation, surtout les dix (10) dernières.

- Adoptons le slogan suivant : « Tous contre la spéculation » afin de vaincre et vivre ensemble.
- Plus de patriotisme et de solidarité en faveur de nos frères et sœurs les plus vulnérables.

Nous aurions ainsi contribué dignement à la préservation de la paix et de la sécurité en faveur de notre cher pays le Togo.



HOROSCOPE finance

Bélier Méfiez-vous des loteries publicitaires organisées par des entreprises de vente à distance. Elles font miroiter des gains fabuleux. Ce ne sont en fait, la plupart du temps, qu'une vaste escroquerie. Répondez aux sollicitations si vous voulez, mais sans bourse délier.

Taureau Montrez-vous prudent en matière pécuniaire. Vous aurez sans doute une occasion d'améliorer vos revenus, mais il vous faudra rester extrêmement discret si vous voulez en profiter. Si vous parlez à tort et à travers, vous risquez de gâcher cette opportunité.

Gémeaux Côté argent, vous devrez éviter de faire des folies, et vous méfier des envies qui vous passeront par la tête. Si vous restez raisonnable, votre équilibre budgétaire sera solide. Les natifs qui économiseront pourront bientôt s'offrir un bel objet auquel ils rêvent depuis longtemps.

Cancer Vos rapports avec l'argent seront difficiles et vos finances vous donneront des sueurs froides. Vous auriez mêmes des démêlés avec votre banquier. Il sera tard, mais pas trop tard, de prendre les devants en faisant de sévères économies.

Lion Deux poids lourds du Ciel se partageront votre secteur argent. Il s'agit d'Uranus et de Neptune, dont l'influence sur vos finances revêt des aspects contradictoires. Si Uranus apporte souvent des rentrées d'argent inattendues, Neptune de son côté peut vous empêcher d'y voir clair et vous pousser à des dépenses que vous regretteriez. Par chance, votre nature raisonnable devrait vous préserver de ces effets pervers.

Vierge Vos finances ne tourneront pas rond. Ne sombrez pas dans les idées noires pour autant. Les choses s'éclairciront bientôt et prendront une tournure beaucoup plus encourageante. Donc, pas de coups de colère avec des décisions brutales, car vous le regretteriez. Aussi, soyez la fourmi plutôt que la cigale.

Balance La journée sera propice à la récupération de sommes d'argent qui vous seraient dues ; prenez cependant garde à ne pas les dépenser aussitôt : on pourrait vous le reprocher dans votre entourage.

Scorpion L'influence de Mercure dans le secteur finances devrait vous aider à améliorer votre situation financière. Uranus et Neptune seront eux aussi assez positifs. Mais vous devrez quand même veiller à ne pas prendre de décisions trop rapides et à bien vérifier les contrats que vous allez signer.

Sagittaire Votre situation financière, plus ou moins instable dernièrement, devrait poser moins de problèmes cette fois. Pourquoi ? Tout d'abord parce qu'aucune planète n'influencera le secteur argent, ce qui va vous mettre à l'abri des contretemps. Ensuite, parce que Neptune sera beaucoup moins néfaste. Attention encore au manque de clarté et aux malentendus qui pourront jouer quelques tours.

Capricorne Avec la Lune dans votre secteur d'argent, vous devrez une fois de plus rester prudent sur le plan financier, car des mauvaises surprises sont à prévoir. Il est possible qu'une rentrée d'argent sur laquelle vous comptiez se fasse attendre, ou que vous soyez obligé de rembourser des emprunts plus rapidement que prévu.

Verseau Ce sera le moment de vous occuper sérieusement de votre situation financière. Une gestion saine et efficace vous permettra de faire fructifier vos ressources. Vous pourriez bénéficier d'un coup de veine. Chance aux jeux accrue ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Poissons Sous l'influence des influx neptuniens, votre tendance à la dilapidation s'estompera. Vous serez plus sage en matière pécuniaire et saurez éviter les écueils et illusions qui peuplent parfois votre imagination. Ce sera le moment d'investir dans l'immobilier.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/13/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU



République du
Sénégal



Communiqué de presse

5EME REUNION DU COMITE DE HAUT NIVEAU SUR LE CHANTIER PAIX ET SECURITE DANS L'UEMOA

Les rencontres préparatoires se tiennent du 5 au 7 octobre 2022 à Dakar

Les membres dudit Comité composé des Ministres en charge des Affaires Etrangères, de la Sécurité et des Finances des 8 Etats membres de l'UEMOA, des Présidents de la Commission de l'UEMOA, de la BOAD, du CIP/UEMOA et du Gouverneur de la BCEAO se retrouvent le **vendredi 7 octobre 2022, à partir de 9h00, à l'hôtel Radisson Blu de Dakar.**

La rencontre ministérielle sera précédée d'une réunion des experts, les 5 et 6 octobre 2022 à Dakar.

Pour rappel, lors de leur session extraordinaire tenue à Lomé en République Togolaise le 30 mai 2011, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union avaient décidé de faire de la question de la paix et de la sécurité, un chantier majeur, à la suite d'une analyse approfondie de la situation politico-sécuritaire dans l'espace UEMOA.

Le Comité de Haut Niveau a été mis en place lors de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du 06 juin 2012 à Lomé, et sa présidence confiée à **Son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal.**

Contacts presse : Sébastien Yendu-bé BABAKAN

aybabakan@uemoa.int

Tel : +221 77 517 90 93

Ouagadougou, le 26 septembre 2022

La Direction de la Communication

Afrique de l'Ouest

La CEDEAO ambitionne de valoriser le Capital Humain

Le choix a été porté sur Lomé par la Commission de la CEDEAO pour un cadre de travail entre les points focaux nationaux de la Stratégie de Développement du Capital Humain pour le transfert des compétences de la plateforme de suivi-évaluation aux gestionnaires des États membres d'une part et avec les services nationaux de la statistique d'autre part, dans la perspective de lancer la prochaine vague d'initiatives visant à aider les États membres à implémenter la Stratégie. Les travaux ont débuté ce mercredi.

La Conférence des Chefs d'Etats et de gouvernement a adopté en 2021, la Stratégie de Développement du Capital Humain de la CEDEAO lors de 59^{ème} session ordinaire tenue à Accra. Cette action atteste de la volonté de ces autorités à hisser l'espace communautaire de la CEDEAO au rang des communautés économiques régionales les plus performantes en matière de valorisation de capital humain. Cette stratégie apparaît comme un passage obligatoire vers la réduction de la pauvreté dans la région. Cet instrument est donc conçu pour aider les États membres de la CEDEAO à relever plusieurs défis. Ce mercredi 05 octobre 2022, les points focaux nationaux de la Stratégie de Développement du Capital Humain pour le transfert des compétences de la plateforme de suivi-évaluation aux gestionnaires des États membres ont entamé, à Lomé, l'adoption du tableau de bord du Développement du Capital Humain. Les



travaux ont été ouverts par Mme Damtien Tchintchibidja, Vice Présidente de la commission de la CEDEAO. « La Stratégie couvre trois grands domaines thématiques à savoir : la santé et la nutrition, l'éducation, l'acquisition de compétences et la participation au marché du travail, l'entrepreneuriat, l'inclusion financière et les paiements numériques. Dans ces domaines thématiques, 18 indicateurs stratégiques ont été élaborés et sont en cours de finalisation dans la perspective de leur mise en œuvre dans chaque pays », a-t-elle rappelé. Il faut rappeler que le but ultime de cet exercice de Lomé est de ren-

forcer la coopération régionale et améliorer le niveau de vie des populations. Il s'agira également pour ces acteurs de renforcer les outils de prises de décisions dont dispose la Commission de la CEDEAO. Ces échanges constituent une étape cruciale dans la mise en œuvre efficace et efficiente de la Stratégie. Pendant au moins cinq jours, ces points focaux auront à échanger et à finaliser le prototype de du tableau de bord en vue de sa publication sur le nouveau site web de la CEDEAO. Ils auront également à débattre de la plateforme d'apprentissage par voie électronique.



Education

Apport du PNUD à l'enseignement expérimental des sciences

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) appuie le Togo, dans l'enseignement pratique et expérimental des sciences dans les établissements scolaires. En collaboration avec le ministère des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat, il a fait mardi 4 octobre 2022, don de matériels informatiques au CEG Totsi.

Composé de projecteurs vidéo, d'écrans, de clés USB et bien d'autres, le don vient en appui à l'enseignement expérimental de la Physique-Chimie-Technologie (PCT) et des Sciences de la Vie et de la Terre (SVT). Selon Nouwossan Komlan, directeur des enseignements primaire et secondaire, ne disposant pas de laboratoire, le matériel permettra de montrer les études expérimentales aux élèves. "Dans cette logique, on est arrivé à l'idée, qu'il faut des vidéos pour permettre aux élèves de voir la réalité des expériences pour être en adéquation avec la pratique", a-t-il indiqué. Dans sa phase expérimentale, le projet prend en compte les classes de 6^{ème} et 3^{ème} de six (6) établissements scolaires publics dont le CEG Totsi, le lycée Tsévié ville 2, le lycée Baguida, le lycée Dagbati, le CEG Gamé et le lycée Sanguéra. " La



feuille de route gouvernementale donne une priorité à l'enseignement. Mais nous nous sommes rendus compte que pour rendre l'éducation plus efficace, il faut l'expérimentation. C'est pourquoi nous nous sommes approchés du ministère de l'éducation pour développer des outils qui permettent aux enfants à travers des vidéos expérimentales faites par des togolais, de rentrer dans la pratique. Et c'est ce matériel que nous mettons à disposition des écoles" a rappelé Mactar Fall, représentant résident adjoint du PNUD. Pour Ta-

babi Tanadja, directeur du CEG Totsi, la projection des vidéos expérimentales mettra en phase les élèves avec la pratique. " Ça me va droit au cœur. Nous allons utiliser le matériel pour les élèves pour qu'ils comprennent les PCT et les SVT et leur permettre de pouvoir bien s'en sortir dans la vie" a-t-il promis. Notons qu'après la phase pilote, le projet pourrait s'élargir à d'autres établissements scolaires sur le territoire national.

@gapola

Mobilisation de ressources

AIMES-AFRIQUE forme des coopératives agricoles

AIMES-AFRIQUE forme les coopératives agricoles à la mobilisation des ressources. La formation ouverte lundi 03 octobre 2022 à Kpalimé en présence de Dr Serge Michel Kodom, vise à renforcer les capacités agricoles de cinq (5) des dix (10) villages AIMES-AFRIQUE.

Placée sous le thème : " Technique de mobilisation de ressources dans les 10 villages de AIMES-AFRIQUE", la formation permettra d'améliorer la connaissance des acteurs sur les démarches à suivre en matière de mobilisation de ressources. Devant durer trois (3) jours, les participants seront entretenus sur les principaux objectifs visés par le village, l'identification et l'analyse des fournisseurs actuels de ressources, l'élaboration d'un projet et d'un cadre logique et l'élaboration d'un plan de mobilisation de ressources. "Aujourd'hui



AIMES-AFRIQUE nous outille sur les techniques de mobilisation de ressources dans leur ensemble. Nous remercions, l'organisation car elle a toujours trouvé des thèmes pratiques pour encadrer nos populations" a indi-

qué un participant. Notons que la formation regroupe 20 leaders communautaires de 5 villages dont Tchifama, Illico, Kouma Apoti et Dzégbakondji.

@gapola

Le Togo en chiffres

Produits échangés		Produits échangés		Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020	2,2 Mds USD de produits importés en 2020	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
		Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

UN GESTE POUR LA VIE...

**CIMTOGO vous encourage
à faire votre dépistage
du cancer de sein maintenant !**



LE CIMENT DU PAYS !

CimtoGo SA
cimtogo@hcafrica.com
heidelbergcement.tg



Initiative de la ZLECAf Sur le Commerce Guidé



7 octobre 2022



DATE À RETENIR

AfCFTA Secretariat